



Zoom sur

Infos

Du 15-02-2016 au 21-02-2016

Presse francophone

sources

infos



17-02-2016

Violences contre les femmes: La photo qui choque

Une femme battue et un photographe dénoncent les violences faites aux femmes, à travers une photo de la victime.

Cette photo, prise et partagée par le photographe Karim Kamoun, sur Facebook, met en évidence les traces de coups laissées sur le corps de la femme victime de violences conjugales. Elle a été titrée ironiquement «*Le seul fautif... c'est elle*», pour inciter les femmes victimes de violences conjugales à ne plus jamais garder le silence et à ne plus accepter de vivre avec un individu qui se permet de lever la main sur elles. Et c'est la femme battue, ayant servi de modèle, qui a choisi le titre.

Cependant, et bien qu'elle n'a aucune connotation sexuelle, la photo a été signalée à Facebook par des internautes. Inutile de dire que ces derniers, qui sont plus choqués par la nudité de la femme que par les contusions et les bleus laissés sur son corps martyrisé par un mari barbare, sont passés à côté de l'essentiel.

«La photo que j'ai partagé hier soir contre l'agression des femmes a été supprimée par Facebook car plusieurs personnes l'ont signalée comme érotique. Le titre de la photo est « Le seul fautif... c'est elle ». Le sujet est une femme d'un milieu social très élevé qui a été agressée par son mari à plusieurs reprises et qui a décidé de rompre le silence», indique Karim Kamoun, qui s'empresse d'ajouter: *«Je continuerais le combat».*

En décembre 2015, Amnesty international, avait indiqué, dans un rapport, que 5 ans après la révolution du 14 janvier 2011, la Tunisie, «*pays avant-gardiste en matière d'égalité des sexes*», ne protège pas encore les femmes qui continuent de subir des violences.

Les dernières statistiques indiquent, en effet, que 32% des Tunisiennes se disent

victimes de violence physique, 29% de violence sexuelle et 16% de violence psychique... des chiffres alarmant qui valent bien une campagne de sensibilisation «*choc*»...



18-02-2016

Provocation à la violence envers les femmes : Orelsan relaxé

Le rappeur Orelsan, rejugé pour provocation à la violence dans plusieurs chansons, a été relaxé en appel ce jeudi 18 février. Aurélien Cotentin de son vrai nom avait été [condamné en première instance](#).

En cause, les textes de huit de ses chansons, interprétées lors d'un concert à Paris en mai 2009: "J'te quitterai dès qu'j'trouve une chienne avec un meilleur pedigree", "J'respecte les schnecks avec un QI en déficit, celles qui encaissent jusqu'à finir handicapées physiques"...

"Censurer toute forme de création"

La cour a souligné que "sanctionner" les chansons incriminées "reviendrait à censurer toute forme de création artistique inspirée du mal-être, du désarroi et du sentiment d'abandon d'une génération, en violation du principe de la liberté d'expression". En première instance, en 2013 à Paris, l'artiste, poursuivi par des associations féministes, avait été condamné à 1.000 euros d'amende avec sursis.

Les juges avaient ainsi considéré la phrase "les féministes me persécutent (...), comme si c'était d'ma faute si les meufs c'est des putes", comme une injure sexiste. Pour "renseigne-toi sur les pansements et les poussettes, j'peux t'faire un enfant et t'casser le nez sur un coup d'tête", ainsi que "ferme ta gueule ou tu vas t'faire marie-trintigner (...)", Orelsan avait été reconnu coupable de "provocation à la violence à l'égard d'un groupe de personnes en raison de leur sexe". Mais en 2014, la cour d'appel de Paris avait jugé les poursuites prescrites, sans se prononcer sur le fond. La Cour de cassation avait annulé cette décision en juin et ordonné ce troisième procès.

Le Planning familial a réagi par communiqué à l'annonce de ce verdict. "Contre les textes sexistes, de nous battre nous ne nous arrêterons pas", indique l'association

qui indique que les "cinq importantes associations féministes" qui ont lancé cette procédure "regrettent" cette décision. "Leur détermination demeure intacte pour faire cesser voire faire sanctionner ces violences faites aux femmes quels que soient les moyens utilisés au service de ces violences", conclut le communiqué.

Hyper mauvais goût

Le rappeur l'assure, il s'agit là de propos "ironiques", certes parfois "d'hyper mauvais goût", placés dans la bouche d'un "personnage fictif", "un gros nul". En aucun cas de son opinion: "C'est pas du tout ce que je pense", "j'ai jamais dit ça publiquement".

"Personne ne peut se dire: 'Si Orelsan le dit, c'est que c'est vrai'?", l'avait interrogé le président de la cour. L'intéressé: "Dans mon public, personne ne se dit ça". La défense de l'artiste, qui apparaît depuis septembre dans la mini-série "Bloqués" du Petit Journal de Canal+ et dont le premier film, "Comment c'est loin", est sorti en décembre au cinéma, dénonce des poursuites basées sur des textes "tronqués", ne représentant qu'une infime partie du concert. "Jamais personne n'a été incité" à la violence, avait encore assuré Orelsan. Les associations, qui estiment que ces textes visent "les femmes, comme une catégorie générale", n'y décèlent au contraire aucune "distanciation" entre le rappeur et son personnage. Ainsi cette phrase: "C'est pas en insultant les meufs dans mes refrains que j'deviendrai quelqu'un mais j'aime bien".

D'ailleurs, avaient-elles souligné, la chanson "Sale pute", qui avait suscité une vive polémique en 2009, n'est pas visée puisqu'elles y reconnaissent clairement une "fiction". Poursuivi par l'association "Ni putes ni soumises" pour ce morceau, Orelsan avait été relaxé par le tribunal correctionnel de Paris en 2012.

A l'audience, en décembre, l'avocat général n'avait pas formulé de réquisitions, s'en remettant à la cour.

"C'est pas votre rôle de juger si c'est de bon ou de mauvais goût, à partir du moment où c'est une œuvre artistique", avait prévenu le rappeur. Vite corrigé par le président: "La cour n'est pas là pour sauvegarder la morale, mais bien la légalité".

L'ancien secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali est mort

Les hommages se succédaient mardi pour saluer la mémoire de l'ancien secrétaire général des Nations unies Boutros Boutros-Ghali, élu dans l'euphorie de la fin de la Guerre froide avant d'être confronté à la période trouble des guerres au Rwanda et dans les Balkans.

«Nous avons été informés que l'ancien secrétaire général Boutros Boutros-Ghali est décédé» à l'âge de 93 ans, a déclaré l'ambassadeur vénézuélien Rafael Ramirez, qui préside le Conseil de sécurité de l'ONU durant le mois de février. Selon un porte-parole des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali s'est éteint au Caire.

Le diplomate égyptien avait été le premier Africain à accéder au poste de secrétaire général, une fonction qu'il avait occupée entre 1992 et 1996.

L'actuel secrétaire général Ban Ki-moon a salué la mémoire d'un «homme d'État respecté» et d'un «dirigeant mémorable» de l'ONU.

M. Ban a souligné que Boutros Boutros-Ghali avait «eu le courage de poser des questions difficiles aux pays membres et qu'il insistait à juste titre sur l'indépendance de sa fonction».

Le président français François Hollande a lui rendu hommage à un «grand serviteur de l'ONU», estimant que «son message doit inspirer l'action de la communauté internationale à l'heure où le Moyen-Orient connaît de nouveaux drames».

«La disparition de Boutros Boutros-Ghali est celle d'un grand Égyptien et d'un grand serviteur des Nations unies», a souligné François Hollande. Il «n'a jamais cessé de se battre pour préserver la paix, prévenir les conflits et rapprocher les peuples dans le respect de leur diversité».

Les États-Unis, qui n'ont pas toujours eu des relations faciles avec Boutros Boutros-Ghali, ont salué «un diplomate exceptionnel, un homme d'État habile et

un infatigable avocat de la paix», dans un communiqué signé du secrétaire d'État John Kerry.

«Boutros Boutros-Ghali a consacré sa vie à promouvoir des idéaux d'un monde plus juste, plus pacifique et plus équitable, d'une "mondialisation démocratique" et de la solidarité Sud-Sud», a aussi réagi Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, branche de l'ONU chargée de promouvoir la paix par l'éducation, la science et la culture.

Accords de paix égypto-israéliens

Né le 14 novembre 1922 au Caire, Boutros Boutros-Ghali était issu d'une grande famille de la minorité chrétienne copte d'Égypte. Son grand-père, assassiné en 1910, avait été premier ministre. Après avoir fait la majeure partie de ses études à Paris, il était devenu professeur de droit à l'université du Caire et avait publié de nombreux ouvrages traitant des relations internationales.

Boutros Boutros-Ghali avait ensuite été nommé ministre d'État aux Affaires étrangères en octobre 1977 sous le président Anouar al-Sadate. Durant ses 14 ans en poste, il a notamment joué un rôle clef dans la conclusion des accords de paix égypto-israéliens initiés à Camp David en 1978 et signés un an plus tard.

Spécialiste des rapports Nord-Sud, M. Boutros-Ghali avait été le principal artisan de la politique africaine de l'Égypte.

Élu à l'ONU dans l'euphorie de la fin de la Guerre froide et de l'après guerre du Golfe, il a dû faire face à de sérieuses crises, avec des conflits en ex-Yougoslavie, en Somalie, au Moyen-Orient et le génocide au Rwanda.

Après la mort en Somalie de 18 soldats américains fin 1993 et les reculades des Nations unies dans les dossiers de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda, il avait été pris comme bouc émissaire, en particulier par les États-Unis qui avaient mis un veto à sa réélection et soutenu le ghanéen Kofi Annan.

L'ambassadrice américaine à l'ONU de l'époque, Madeleine Albright, avait alors accusé le diplomate de ne pas avoir réussi à réformer l'organisation pour la rendre plus efficace. Mais le principal intéressé avait, lui, eu le sentiment d'avoir été puni

pour avoir condamné des opérations israéliennes dans le sud du Liban et poussé certains pays à payer leurs arriérés.

Après son passage aux Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, un brillant intellectuel francophone et francophile, avait été le premier secrétaire général de la Francophonie, de 1997 à 2002.



16-02-2016

"Je suis le machisme ordinaire", le court-métrage qui dénonce le harcèlement sexuel à l'école

Dans le cadre du Nikon Film Festival, le réalisateur Fabrice Roulliat a suscité un vif engouement auprès des internautes. Son court-métrage de deux minutes, intitulé "Je suis le machisme ordinaire", parle du harcèlement sexuel qui commence dès l'école et que les représentants de l'autorité minimisent trop souvent.

La mère de Julie est convoquée chez la directrice parce que sa fille a frappé William. Les parents du petit William, défiguré par une oeil au beurre noir, crient au scandale. Interloquée, la maman demande des explications à son ado. Peu à peu, on comprend que ce n'est pas elle qui a provoqué son camarade : elle n'a au contraire fait que se défendre, comme elle a pu. C'est là que réside le scandale : Julie s'est simplement défendue face à un cas de harcèlement sexuel. Le court-métrage de Fabrice Roulliat, baptisé *Je suis le machisme ordinaire* et présenté au Nikon Film Festival, dénonce de manière percutante le machisme ordinaire dont sont victimes les femmes, parfois dès le plus jeune âge. Car non, ce type de comportement n'a pas sa place, à l'école ou ailleurs, et doit être puni. La vidéo met en lumière de manière très efficace la manière dont ces gestes peuvent être minimisés. Il est aussi question de l'importance de la libération de la parole, afin que les filles et les femmes ne restent pas muettes quand elles sont confrontées à une situation de harcèlement.



15-02-2016

Choquant : la police de Zeebrugge marque les réfugiés à l'encre indélébile

Des bénévoles du groupe de solidarité avec les réfugiés Amitiés sans frontières ont été particulièrement choqués de découvrir que des réfugiés ont été numérotés

à l'encre indélébile par la police à Zeebrugge. Raoul Hedebouw, député du PTB, demandera des explications sur cette pratique inacceptable au ministre de l'Intérieur, Jan Jambon.

Une délégation d'Amitiés sans frontières, le groupe d'action et de solidarité avec les réfugiés par le PTB, a apporté ce dimanche de la nourriture, des vêtements et des couvertures aux réfugiés dans un camp de Dunkerke. Sur le chemin du retour, ils se sont arrêtés à Zeebruges, où ils ont rencontré une quinzaine de réfugiés iraniens qui dorment sur le parvis d'une église. La rencontre a particulièrement choqué la délégation d'Amitiés sans frontières, qui a découvert que ces réfugiés avaient été marqués d'un numéro sur la main à l'encre indélébile par la police de Zeebruges.

Loïc Fraiture, responsable d'Amitiés sans frontière, témoigne : « Depuis quelques temps, ce groupe d'Iraniens dort dehors sous la pluie. Ils nous ont confié que la police passe régulièrement pour les arrêter. Ils profitent de leur absence pour "confisquer" leurs sacs de couchage. Et, tant qu'à faire, ils en profitent aussi pour les numéroter comme du bétail. Ils ont tous un numéro inscrit à l'encre indélébile sur la main. »

« Quel est le but ? Les humilier, les intimider, ou les compter ? Je n'en sais rien, mais cette pratique est choquante et inacceptable », insiste Loïc Fraiture.

Raoul Hedebouw, député fédéral du PTB, exige des explications et interpellera cette semaine le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon (N-VA), au Parlement. Raoul Hedebouw : « Personne ne souhaite d'un Calais en Belgique. Mais il semble que tout soit permis pour maintenir les réfugiés à l'écart de la côte belge, même des pratiques illégales et inhumaines : des arrestations intempestives, le fait de jeter leurs biens personnels à la poubelle et maintenant le marquage d'un numéro à l'encre indélébile par la police. Il faut que le ministre fasse cesser ces pratiques. »



16-02-2016

Les Femmes blanches de l'accusation d'injure contre les catholiques

Poursuivies pour injure par une association proche de l'extrême droite, elles ont été relaxées au nom de la liberté d'expression.

Le groupe de militantes médiatisées pour leurs actions spectaculaires et dénudées a été relaxé par le tribunal correctionnel de [Paris](#), déboutant l'association catholique traditionaliste qui les accusait d'« injure envers les manifestants en raison de leur appartenance à la religion catholique » lors d'un défilé de novembre

2012 contre le « mariage pour tous ».

Après leur récent coup d'éclat au Salon musulman de Pontoise, les militantes des Femen étaient appelées à comparaître mardi 16 février devant le tribunal correctionnel de Paris à la suite d'une plainte d'une de leurs cibles plus traditionnelles : les intégristes catholiques. L'Agrif, acronyme de l'Alliance générale contre le racisme et pour la défense de l'identité française et chrétienne, avait déposé une plainte contre les activistes du « sextrémisme » pour « injure commise envers un groupe de personnes en raison de leur appartenance à une religion déterminée », lors des heurts qui s'étaient produits pendant une manifestation organisée par Civitas, groupe national-catholique lié aux schismatiques de la Fraternité Saint-[Pie X](#). « L'Agrif a été fondée dans les années 1980 par Bernard Antony, qui représentait alors la sensibilité chrétienne traditionaliste au sein du [Front national](#), explique le directeur de l'Observatoire des radicalités politiques Jean-Yves Camus. Il a eu l'idée d'utiliser la législation contre le racisme, qui visait à protéger avant tout les minorités pour s'en prendre à ce qu'il considérait relever du racisme anti-chrétien et anti-français. » Mais le tribunal a considéré que les slogans – « In gay we trust », « Occupe-toi de ton cul », « Fuck Church » –, même outranciers, relevaient d'une critique sur un mode humoristique et parodique de la religion, et non pas d'une attaque directe et personnelle contre les catholiques. « Il ne s'agissait même pas de viser la Manif pour tous, mais des personnes considérées comme des extrémistes, certaines en rupture même avec l'Église », explique Michaël Ghnassia, l'avocat des Femen, qui pointe du doigt la présence dans le cortège de « militants du GUD, des Jeunesses nationalistes, ainsi que des membres du FN, présents à titre personnel ».

Plaintes mutuelles pour « violences »

« Il s'agit d'une vieille tactique de l'Agrif qui tente par ce biais d'introduire un *délit blasphématoire*. Ils se sont attaqués durant des années par ce biais à *Charlie Hebdo*», explique la journaliste et essayiste Caroline Fourest, ancienne de l'hebdomadaire satirique. Présente sur les lieux ce jour-là « pour rejoindre une équipe de France 2 qui suivait les Femen », cette dernière a porté plainte, de même qu'Inna Shevchenko, la leader des Femen, pour coups et blessures portés par des participants au défilé. De leur côté, les membres de Civitas se sont

également tournés vers la justice en accusant notamment les Femen, qui avaient aspergé les premiers rangs de la manifestation avec de courts extincteurs, de « violences en réunion et avec armes ».

Trois ans après, ce volet des violences entourant l'affaire n'a, lui, toujours pas été jugé. « Je pense que, visiblement, ça n'intéressait pas le magistrat jusqu'alors responsable de l'affaire de faire avancer notre plainte, estime Alain Escada, président de Civitas, qui dénonce « les accointances des Femen avec le pouvoir, certaines mairies » ainsi que « des magistrats de gauche partageant leurs préjugés idéologiques ». Interprétation évidemment récusée par l'avocat des Femen, qui estime qu'il ne fait pas de doute que ce sont les féministes qui ont été victimes de violences ce jour-là : « Notre plainte est en train d'aboutir après ce long délai, nous disposons de beaucoup d'éléments quand Civitas, lui, n'en a aucun. » Le procès devrait enfin se tenir d'ici à quelques mois. S'agissant de l'audience de ce mardi 16 février, la 17^e chambre du tribunal de Paris, spécialisée dans les affaires de diffamation, est restée fidèle à la jurisprudence, cherchant avant tout à faire prévaloir la liberté d'expression, quand bien même celle-ci heurterait certaines sensibilités personnelles.



18-02-2016

Un an sans haine, ni violence et sans regret

J'avais de lourdes années sur le dos. Éternelle amoureuse, dans un monde que je m'étais autorisée à créer. Le cœur tendrement stupide et l'âme librement légère, je m'abandonnais avec aisance à l'indélicatesse de la vie. Ni maquereaux, ni maîtres... affranchie, défaits de l'emprise culturelle, adepte à la loi du contre-courant, portant si bien le chromosome de « *je passe à autre chose* », comme une jeune femme légèrement rangée et librement soumise. Connue dans mon cercle d'amis par ma loyauté, mon courage, mon instabilité, ma tendance à trop dramatiser, mon amour du risque et ma scintillante beauté, je pensais que j'étais vouée à une vie, plutôt, libertaire, juste et dans le respect. Et pourtant...

Deux ans, il m'a fallu deux ans pour me libérer du fouet. Sous ses airs enjôleurs de bon jeune homme, se cachait une terrible violence. Et j'ai fait, avec lui, grâce à lui, ma descente aux enfers, dans ce que nous nommerons « amour », cette illusion morbide, ou, au mieux, se mensonge à créer. Deux ans d'insultes, d'humiliations,

de violences, de coups et blessures, d'hôpitaux, de postes de police, de prison et des larmes, beaucoup de larmes. Et cette question qu'ils n'arrêtent pas de me poser : *Pourquoi tu restes ?* Et cette réponse que je n'avais pas.

Pendant deux ans, je pensais à chaque fois que c'était passager, qu'il avait besoin de moi, que ce serait lâche de le laisser tomber, maintenant. Ce n'était jamais le bon moment. *Avais-je tort ? Quels mécanismes m'enchaînaient à mon bourreau ?* Je ne sais pas, et puis, franchement, je m'en tape.

Je retiens la longue impunité de celui qui bat, l'inefficacité des sanctions, la lâcheté des voyeurs, la complicité des ennemies, et je reste coi devant la manière avec laquelle un humain transforme sa névrose en une inépuisable haine, et j'ai honte.

Quand on est victime de violence il n'est jamais facile de prendre ses choses et de partir. Pourtant, c'est la première chose à faire. Je l'ai fait, au bout de deux ans.

J'aurai voulu partir plutôt, pour garder moins de traces, moins de bleus sur le cœur, la fierté et mon respect de moi-même. J'aurai souhaité partir plutôt, avec une vie, des rêves, une croyance et une confiance en un monde meilleur possible. J'ai tout perdu.

Quand tu es une personne équilibrée, tu souris pour sourire, pas besoin de raison pour sourire, tu peux sourire à pleine bouche. Une victime de violence souris pour dissimuler, rassurer, camoufler. A chaque fois, tu sais qu'une fin heureuse est impossible, que les moments sans violence sont courts, et tu sais que la prochaine session de toi fracassée, traînée par les cheveux à quatre pattes, coups de pieds sur le dos, le visage écrasé contre la céramique, ses mains autour de ton cou et toi en train d'imager ta terrible fin, n'est pas si loin. Tu attends le dé clic, cette fraction de seconde durant laquelle il n'y a rien mais que tu sais qu'il va y avoir quelque chose. Et l'autre fraction de seconde, quand tu t'écroule parce que tu n'as plus la force de résister. Puis la dernière fraction, celle où tu te réveilles, la tête lourde, et que tu essayes bravement de te soulever du plancher, à l'heure où ce long sifflement envahi tes oreilles et que ton crane semble plus lourd que le plomb et que tu n'as qu'un seul œil et les empreinte de ses poing tatouées sur ton visage.

Hier, j'avais presque oublié que j'avais encore honte. Puis, j'ai trouvé cette

photographie circulant sur le net. Cette victime de violence qui met à nu la violence et ces gens. Ces gens plus choqués par le nu que par le battu, par les paires de seins que par les bleus. La photographie a été signalée pour atteinte à la pudeur. Et le mari de cette dame, personne ne lui reproche quoique ce soit. Parce que la photographie d'une femme couverte de bleus qui dénonce la violence qu'elle subit est moins importante que la pudeur. La violence ne les affecte pas, mais la nudité les heurte.

Parce que nous sommes des victimes de violence au corps meurtri, personne ne nous défend, ni les lois archaïques, ni les droits de l'homme, ni l'Etat, ni la justice... personne ne nous vengera si nous ne le faisons pas.

Si je suis en colère, ce n'est pas contre mon bourreau, mais contre moi-même, moi qui est restée assez longtemps pour que ça me détruise pour qu'aujourd'hui, je me sente impuissante de protéger les prochaines victimes.

Aujourd'hui ça fera un an, jour pour jour. Un an sans bleus. Un an sans rien. Un an, juste pour moi. Un an d'oubli et de pardon. Un an pour essayer de regagner confiance en moi. Un an pour reconstruire mon estime de soi. Un an pour ne plus chercher à expliquer, légitimer, prétexter la violence. Mais je reste, quand même, une victime de violence. Ça ne part pas. Ça ne s'oublie pas. Ça s'assume. Je me sens mieux. Je décide pour moi. Et si j'ai envie de me maquiller ce n'est plus pour couvrir les traces. Aujourd'hui, je travaille, je suis libre de réfléchir comme je l'entends. Je dramatiser encore mais, finalement, je suis plus équilibrée. Je ne dissimule plus mes envies, mes réflexions aussi stupides qu'elles puissent être. Aujourd'hui, est un jour sans haine, ni regret et sans violence. Aujourd'hui, un an, jour pour jour.

Si parmi vous existent des victimes et que vous êtes en train de me lire, prenez vos choses et partez, aujourd'hui. Vous recevrez des fleurs, des messages d'amour et parfois même des excuses. Mais partez, je vous en prie. Ça n'est jamais la dernière fois.

En finissant d'écrire cette histoire, je me suis rappelée que ce n'était pas la dernière fois. Deux mois après, mon bourreau m'avait étranglé, à deux doigts de la

mort. Cette fois, nous étions seuls. Et cette fois, quatre jours après, j'étais enfin partie, sans retour. Et aujourd'hui, je vais très mal. Remémorer toute mon histoire, était difficile. J'ai soudain reperdu espoir puis j'ai vu un homme à qui j'avais envie de parler, mais qui, avait plus rude que moi. Je me suis souvenue à quel point j'étais chanceuse d'avoir de rares ami(e)s qui n'ont jamais eu à l'idée, de me laisser un instant. Eux qui ne m'ont jamais regardé avec pitié. Eux, qui à chaque descente me disent, que « *de bon matin, demain, je me regarderai dans le miroir, pas pour me dire que je suis la plus belle, mais pour me dire que je suis une battante. Qu'avoir été dans le trou, ne veut pas dire y rester. Que j'étais forte, consciente, même dans les moments les plus difficiles, et que ce ne sont que des étapes dans la vie. Que si j'ai envie de broyer du noir, c'est mon droit et qu'ils seront là pour moi, parce que selon eux, on fête la survie en faisant la fête ou en déprimant. Et qu'on n'a d'ordres à prendre de personnes. Pour finir, je me rappellerai, que ceux que je considérais comme élite, il y à quelques années, je les ai dépassé, de loin, par ce que j'ai vécu. Pour finir, je me dirai que je suis une putain de femme, et qu'ils m'aiment (mes ami(e)s qui me parlent là, et que je les inspire et qu'ils seront toujours là pour moi, moi Hbiba* ».

Puis finalement, je pourrai mettre fin à ma vie, mais pourrais-je, en le faisant, mettre fin à ce qui m'aurait tué, qu'il ne puisse au moins plus, en tuer d'autres, que je ne voulais point voir mourir ? Ne voudrais-je pas, mourir de nouveau ?



مقالات باللغة العربية

المصدر	المقال
 <p>مساواة Musawa Women's Study Center مركز دراسات المرأة</p> <p>16-02-2016</p>	<h3>«تسريع بريطاني لمكافحة العنف المنزلي لا يستثني» القسوة العاطفية</h3> <p>اتصل بول بالمحطة الإذاعية اللندنية محتجاً. قال إن الانتقادات الموجهة إلى قانون بريطاني جديد بدأ تطبيقه نهاية السنة 2015، غير عادلة لأنها تتجاهل «ضرورات» تتطلب، أحياناً، القيام بما قام به هو نفسه. ماذا فعل؟ زرع جهاز تنصت في هاتف حبيبته لكي يراقبها من دون أن تعرف. شرح قصته قائلاً إنه عاش لسنوات مع حبيبته، شريكة حياته، لكنه بدأ يشكك في تصرفاتها وأنها تخونه. سألها فنفت. سألها مجدداً فنفت. لكن الشك كان يدخل قلبه كلما ذهب إلى العمل، خشية أن «تفعلها من وراء ظهري».</p> <p>في آخر المطاف، لم يعد بول يحتمل، فلجأ إلى جهاز المراقبة الذي يحدد الأمكنة التي تذهب إليها حبيبته بعد أن يذهب هو إلى عمله. ومن خلال هذا الجهاز اكتشف أن شكوكه في محلها. فقد كانت تخونه فعلاً.</p> <p>مشكلة بول مع القانون البريطاني الجديد أن في إمكان حبيبته إرساله إلى السجن بسبب «مضايقته» لها من خلال القيام بممارسات لا ترضى هي بها، مثل مراقبتها بجهاز تحديد المواقع التي تزورها أو التنصت على مكالماتها الهاتفية.</p> <p>على الأرجح لم يفكر معدو القانون الجديد بحالة بول عندما سنوا تشريعهم هذا، إذ كان هدفهم الأساس، وفق ما قالت وزيرة الداخلية تيريزا ماي، التصدي للعنف المنزلي الذي يمارسه أحد الزوجين ضد الآخر.</p> <p>والجديد في القانون الجديد هو توسيعه تعريف «العنف المنزلي» ليشمل ليس فقط ممارسة العنف اللفظي أو الجسدي ضد الزوج أو الزوجة (الزوجة تحديداً كون غالبية حالات العنف المسجلة رسمياً تكون هي ضحيتها)، بل بات يشمل القسوة «العاطفية». ووفق القانون، بات يتوجب على الشرطة والإدعاء العام أخذ إجراءات ضد الزوج أو الزوجة (الشريك أو شريكة الحياة)، إذا ما جعل حياة الطرف الآخر «جحيماً» لا يمكن احتماله من خلال الهيمنة عليه في حملة «سيطرة نفسية أو مالية». ويشمل هذا «الجحيم» حرمان أحد طرفي العلاقة من أمور أساسية في الحياة، كالسيطرة على ما يحصل عليه من مال، استخدام العنف اللفظي ضده، ابتزازه عاطفياً، تحديد من</p>

يمكن أن يكون صديقاً له أو يكون على اتصال به. ويمكن أن تقود هذه المخالفات صاحبها إلى ساحات المحاكم بتهم تصل عقوبتها القصوى إلى السجن خمس سنوات

وكانت بريطانيا تعاقب، قبل سنّ القانون الجديد، مرتكبي جرائم العنف المنزلي (مثل ضرب الشريك أو الشريكة أو ممارسة عنف جسدي ضد أحدهما) في إطار قانون يتعلّق بارتكاب هجوم أو الضرب أو إلحاق أذى بالضحية. كما أن ممارسات مثل «سيطرة» أو «هيمنة» أحد الزوجين على الآخر، والقيام بتصرفات تتضمن تهديداً أو تخويفاً له، يشملها تشريع آخر يمنع القيام بمضايقة شديدة للمواطنين، لكن محاكمة من يقوم بذلك كانت حتى الآن أمراً صعباً إذا ما كان ذلك يتعلّق بعلاقة حميمة بين شخصين، مثل زوج وزوجته إذا كانا يعيشان معاً

وتجادل وزيرة الداخلية، ماي، بأن هذا التشريع لا يوفر حماية كافية للضحية التي تواجه فترات طويلة «أذى غير جسدي»، مثل إرغامها على القيام بتصرف، أو تهديدها وإرهابها للقيام بما (يريد الطرف الآخر (الزوج أو الحبيب

واستناداً إلى دراسات بريطانية، فإن 30 في المئة من البريطانيات (حوالي خمسة ملايين) و16 في المئة من البريطانيين (2.5 مليون شخص) سيعانون من «عنف منزلي» خلال سنوات حياتهم.

ويلقى القانون الجديد ترحيباً من الجمعيات التي تُعنى بضحايا العنف المنزلي، إذ تقول بولي نيت مديرة جمعية «وومانز إيد» (العون للنساء) إن التشريع الحكومي «خطوة حيوية إلى الأمام بالنسبة إلى ضحايا العنف المنزلي. ففي ضوء تجربتنا مع الناجين من هذا العنف نعرف أن الهيمنة (أو السيطرة) والإرغام على القيام بأمر ما هما في قلب أكثر تصرفات الإساءة خطورة». وفي رأيها، سيعطي التشريع الجديد «ثقة» للضحايا لكشف ما يتعرضون له في وقت مبكر، وسيسمح بتحديد مرتكبي العنف المنزلي بسرعة والتعامل معهم قبل أن يستفحل عنفهم.

أما ربا غرغور من جمعية «سارة تشارلتون» الخيرية والتي تناضل من أجل حماية النساء، فتري أن «الإساءات النفسية، السيطرة التي ترغم على القيام بعمل ما، وأنماط التعسف، يجب أن تجرّم كلها لضمان أن يسمح تعريف العنف المنزلي بشمولها بالقانون. سيرسل ذلك رسالة واضحة». «أن هذا النوع من العنف (غير الجسدي) لا يمكن القبول به

وتوضح وزارة الداخلية أن القانون الجديد لا يشمل «شجاراً عابراً» بين زوجين في يوم من

الأيام، بل هدفه مساعدة أشخاص يتعرّضون لسلسلة تعنيف وترهيب في شكل مستمر. وتشرح أن «شخصاً يمكن أن يعيش مع شريك حياته من دون أن يتعرّض للضرب، لكن هذا الشريك يمكن أن يكون يسيء إلى الأول من خلال منعه من مغادرة المنزل أو التحدّث إلى أصدقاء. ما يعني أنه يعيش في حال خوف»، وهذا ما يغطيه القانون الجديد

وتفيد إحصاءات وزارة الداخلية بأن الشرطة حققت العام الماضي في 269700 حالة عنف منزلي، ما يعني أن المحاكم البريطانية ستكون مشغولة جداً بحالات إساءة الأزواج إلى بعضهم، إذا ما طبّقت الحكومة تشريعها الجديد بصرامة. وهذا ما يخشاه بول الذي يعرف أن حبيبته «الخاننة» يمكنها أن تدخله السجن بسبب تنصّته عليها

المصدر: جريدة الحياة



تصدر عن مؤسسة مؤمنون بأحد الدراسات والأبحاث

18-02-2016

رجاء بن سلامة لـ "ذوات": على المثقف عدم الخضوع إلى الديماغوجيا أو الشعبوية

قضية المرأة ستظل مطروحة دائما لأسباب عديدة من بينها قالت الدكتورة رجاء بن سلامة إن بقاء القوانين التمييزية

وأضافت الدكتورة في حوار أجرته معها صحيفة "ذوات" حول مسألة الإرث، أن الطاهر الحداد هو الذي طالب منذ 1928 بالمساواة في الإرث عن طريق التمييز الذكي بين ما جاء به الإسلام وما جاء من أجله، على أساس أن الإسلام جاء بكل القيم والحقوق الإنسانية خدمة لكرامة الإنسان دون تمييز

وأكدت في إجابتها على سؤال دور المثقف، أن المفكر "يجب أن لا يتماشى فكره مع السائد"، أو ما أسماه الفلاسفة "بالحس المشترك"؛ فالمثقف الحقيقي "يقول ما يصدّم الناس مهما كانت تبعات رأيه".

وأوضحت الباحثة، التي تشغل منصب مديرة دار الكتب الوطنية، أن لديها مخططا خماسيا قد أرسلته إلى وزارة الثقافة، ليكون نقطة داخل برنامج الحكومة، سيرتكز حول لعب أدوار كبرى في المستوى الفكري والثقافي في تونس

وختمت حوارها لـ "ذوات" بالتطرق إلى برنامج رقمنة كل مؤلفات دار الكتب الوطنية، وأن هذا

في إطار الشراكة بين القطاع العام والخاص، وهو مازال "غير واضح المعالم" المشروع يأتي لكنه من المفترض أن يخلق 1000 منصب شغل وسترصد له ميزانية تقدر بحوالي 50 مليون دينار تونسي.

وتكمن جدوى هذا المشروع، كما صرحت، في "دمقرطة الثقافة وجعل الثقافة التونسية حاضرة". ورائجة على الويب" إلى جانب "تثمين التراث التونسي

سلامة: طالب الطاهر الحداد منذ 1928 بالمساواة في الإرث عن طريق التمييز الذكي بين ما جاء به الإسلام وما جاء من أجله

والدكتورة رجاء بن سلامة، أستاذة تعليم عال بكلية الآداب والفنون والإنسانيات بمنوبة، ومحلة عضو مؤسس إلى جانب أنها نفسانية في جمعية التكوين التحليلي والأبحاث الفرويدية بفرنسا، لجمعية "بيان الحرّيات بفرنسا، ولـ"الجمعية الثقافية التونسية للدفاع عن اللائكية"، ولـ"رابطة العقلانيين العرب

في نقد إنسان الجموع" و"بنين الفحولة" و"نقد الثوابت" و"العشق والكتابة" " من مؤلفاتها "الموت وطقوسه من خلال صحيح البخاري ومسلم" و"صمت البيان

:وفيما يلي الحوار كاملا

مازالت قضية المرأة قائمة منذ الأزل من المسؤول هل هو المجتمع الذكوري أم المرأة المثقلة بالموروث؟

نعم، ستظل قضية المرأة مطروحة دائما لأسباب عديدة من بينها بقاء القوانين التمييزية، رغم أن تونس تمثل حالة خاصة في العالم العربي والإسلامي. ورغم أن الدستور التونسي الجديد يضمن مبدأ المساواة بين الجنسين. هذا العامل الأول، أما العامل الثاني، فيتمثل في أن ما بنته المجتمعات البشرية لمدة آلاف السنين من بنى التمييز بين النساء والرجال لا يمكن أن يضمحل في قرن، إذ إن قضية المرأة طُرحت حديثا أواخر القرن 19 وخلال القرن 20. ثم ستظل هذه القضية مطروحة لأسباب نفسية تتعلق بالمرأة نفسها؛ فمن وجهة نظر التحليل النفسي المرأة كائن من نوع خاص له علاقة خاصة بالمتعة والإخصاء، والمرأة كذلك هي مصدر خوف بالنسبة إلى الرجل؛ لأنها لا تستمتع بنفس طريقة الرجل. لذلك سيتواصل في المستقبل الدافع عن قضية المرأة

أثيرت مؤخرا مسألة المساواة في الإرث من قبل جمعية النساء الديمقراطيات ما رأيك في هذا؟

كتبت عن هذا الموضوع منذ سنة 2007 سلسلة من المقالات تحت عنوان "للذكر مثل حظ الأنثيين" وتلك المقالات هي مساهمتي في حملة جمعية النساء الديمقراطيات من أجل المساواة في الإرث.

نحن نحتفل في هذه السنة بذكرى ثمانينية وفاة الطاهر الحداد، وهو الذي طالب منذ 1928 بالمساواة في الإرث عن طريق التمييز الذكي بين ما جاء به الإسلام وما جاء من أجله

فما جاء به الإسلام مظروف خاضع للتاريخ؛ أما ما جاء من أجله فهو العدل والمساواة والحرية، لذلك يمكن أن نطور الإسلام في اتجاه القيم الإنسانية الكبرى. وشخصيا أرى أن المساواة في الإرث ليست ترفا زائدا عن الحاجة، بل ضرورة إذا أردنا أن نكون أوفياء للثورة التونسية. ومبادئ المساواة والكرامة وكل المبادئ التي جاءت بها، فيجب أن ننقح القوانين في هذا الاتجاه نعم، لكننا نواجه اليوم خطر الإرهاب، وهو من الأولويات أليس كذلك؟

نواجه خطر الإرهاب بقوانين المساواة وبالمعايير الدولية وبعدم التنازل عنها. تجربتنا مع الترويك وحرمة النهضة بعد حصولها على الحكم تثبت وجهة ما كنت أقول، إذ لم نقبل بالتراجع في مجال الأحوال الشخصية وحقوق المرأة. فرضنا على النهضة أن تقدم تنازلات وكنا محقين في ذلك؛ لأن النهضة وكل من يحمل الفكر المحافظ والمتدين يجب عليه أن يقدم التنازلات

هذه المنهجية أثبتت جدواها. نحن نزلنا إلى الشارع لنقول لا للشريعة بكل وضوح، وأظن أن تظاهر النساء ضد الشريعة أقيم لأول مرة في تونس والعالم العربي وبفضل هذا النضال وصلنا إلى دستور ديمقراطي

سلامة: أنا أرفض لعب دور الضحية، والمتقف يجب أن يظل واقفا حتى وإن كُفر أو هدد إذن، سياستنا هي مواصلة فرض التنازلات حتى لا نخضع حقوق الإنسان إلى الأديان بل نطور الأديان حتى تتسجم معها

ولكن هل من تناقض بين الإسلام وحقوق الإنسان؟

أرى تناقضا بين الإسلام الفقهي والإسلام السياسي من ناحية ومبادئ الديمقراطية وحقوق الإنسان

من ناحية أخرى. لكن هناك الكثير من المسلمين لا يعارضون مثلاً المساواة في الإرث ولا يرون أنه يجب قتل المثليين وهذا هو الإسلام الذي يجب أن ندافع عنه، وهنا نقول إنه لا يوجد إسلام واحد وهناك أشكال من التدين لا تتناقض مع الديمقراطية وحقوق الإنسان

حين نتحدث المرأة في التحريم والتابوهات تثار زواج حولها؛ هل ترين أنها تتحول إلى ضحية؟ أنا أرفض لعب دور الضحية. المثقف يجب أن يظل واقفاً حتى وإن كُفر أو هدد، يجب أن لا ينساق إلى الإثارة الإعلامية لأنها تقتل المفكر والفكر

ماذا تقول الباحثة رجاء بن سلامة في مسألة التكفير باسم الدفاع عن الدين الإسلامي؟

محاكم تفتيش أو محاكمة الآراء من منطلق ديني مازالت متواصلة، آخرها ما حدث للكاتبة المصرية التي حكم عليها بثلاث سنوات سجن بسبب دعوتها إلى مراجعة طقوس عيد الأضحى وهذا ما فعلته كذلك وما أقدم عليه الكثير من التونسيين؛ فلو كان قضاة مصر في تونس لوضعوا نصف السكان في السجن

يبدو أن منظومة الإصلاح الديني بقيت رهينة المقالات والدراسات

لا؛ فالدستور التونسي ينص على حرية المعتقد والضمير وحرية الضمير تعني أن لك كل الحرية في تغيير دينك أو أن تكون لا دينياً أو أن تعتنق ديناً غير توحيدي أنا أتحدث عن الأمة العربية أي تحرك يمكن أن يغير في الأذهان؟

أنا أتحدث عن الأمة التونسية شأني شأن المفكر الطاهر الحداد. انطلاقاً مما نعيشه اليوم، يمكن أن نؤسس لنموذج في الانتقال الديمقراطي. والمطلوب من المثقف عدم الخضوع إلى الديماغوجيا أو الشعبوية، وألا يخاف من غضب الجماهير في دفاعه عن الحرية؛ فالمفكر يجب ألا يتماشى فكره مع السائد، وهو ما يسميه الفلاسفة بالحس المشترك. لا يبالي المثقف بأن يقول ما يصدّم الناس مهما كانت تبعات رأيه؛ هذه هي مهمة المثقف الحقيقية

ما هو دور العقلانية اليوم من خلال تجربتك في "جمعية العقلانيين العرب"؟

نحن في حاجة الآن إلى عقلنة سائر ميادين حياتنا وإحلال الحوكمة محلّ الفساد والمحسوبية. ثمّ العقلانية تعني أن مصدر التجربة البشرية هو العقل، فهو الذي نحلّ به كل المشاكل العالقة كما

.أنها تعني نسبية الحقيقة؛ فكل ما نعرفه عن أنفسنا يأتي من البشر لذلك فهو نسبي

هل يمكن أن نضع العديد من كتاباتك في دائرة رؤيتك لدور المثقف، بمعنى آخر أليست كتاباتك في الهوية ونقد الثوابت وبنیان الفحولة تمثل ضربا من ضروب دور المثقف في مواجهة السائد والسؤال عن المسكوت عنه؟

أنا أسعى إلى الخروج من التفكير الهووي وأتمنى ألا يقتصر دوري على مواجهة السائد. أريد أن أبني الجديد بمعنى أن مواجهة السائد، والذي هو بعد من أبعاد الفعل الثقافي السياسي غير كافية إذ يجب علينا كمفكرين أن نبذل

كنت فاعلة في المشهد السياسي التونسي ثم انسحبت هل لنا أن نعرف لماذا؟

كيف ابتعدت؟ سأظل فاعلة في المشهد السياسي وشبكات التواصل الاجتماعي تدل على ذلك. صحيح أنني انضويت في وقت من الأوقات إلى حزب نداء تونس مساهمة مني في إنقاذ البلاد لكن هذا الحزب لم يعد له وجود الآن

سلامة: نحن في حاجة الآن إلى عقلنة سائر ميادين حياتنا وإحلال الحوكمة محلّ الفساد والمحسوبية

وأنا في كل الأحوال أوصل مشاركتي الفعلية بفكري وقلمي وليس من الضروري أن أكون فاعلة مباشرة في الشأن السياسي

لقد كتبت أن السلطة العربية لم تتأهل إلى التغيير الحقيقي والجزري؛ لأنها سلطة فحولة وجموع وقسوة وعنف ورقابة، وهي سلطة النقائص مما يجعلها مضادة لحقوق الإنسان في أبعادها الكونية، فما هو الدور الذي تربيته للمثقف إزاء مثل هذه السلطة؟

ما يهمني فعلا ما يجري في تونس، لأنها تمر بتجربة بناء الديمقراطية لكن يمكنني أن أقول بأن المنطقة العربية محكومة بأن تعيش انتقالا بشكل أو بآخر، كل بلد بحسب خصوصياته، لأن ما اصطلح عليه بالربيع العربي ليس مجرد مفرقات عابرة، بل يجب على كل الحكام العرب الاتعاظ مما يجري، وتمكين المواطنين من المشاركة الفعلية في الحياة السياسية

.وأن يأتي التغيير من الداخل وبطرق مؤسسية أفضل من أن يأتي عن طريق العنف الأهلي

أيهما أقدر اليوم على استيعاب الآخر والتأثير فيه: المثقف أو صاحب السلطة؟

إذا كان صاحب السلطة في نظام ديمقراطي؛ فمن واجبه الانصات إلى الآخرين وتشريكهم في الحكم فنحن نتوق إلى الديمقراطية التشاركية، أما المثقف فهو ليس من أصحاب السلطة، وهو يسعى إلى تفكيك أبنية هذه السلطة، وهو ينصت إلى الآخرين. مثلا السياسي في تونس ينصت إلى المهمشين والمفقرين، بينما يهتم المثقف بهؤلاء المذكورين بالإضافة إلى إنصاته إلى ما يعانيه المثليون مثلا لأنهم مختلفون عن البقية. المثليون لهم قضية ويجب الاعتراف بحقهم في الكرامة، هل رأيت صاحب سلطة يتحدث عنهم؟

ربما لأن الموضوع ليس ذا أولوية؟

الموضوع له أولوية. أنا باعتباري محلة نفسية أعرف أن الكثير من البشر يعانون ويتعذبون ويهانون ويتعرضون للسجن بسبب مثليتهم، وأنا أدافع عنهم لأنه ليس لدي أي طموح في الترشح للانتخابات القادمة. هذا مثال يدل على أن المثقف يجب أن يظل مستقلا وبعيدا عن رهانات السلطة.

هل من الممكن التنبؤ بمستقبل تونس؟

أنا لست نبية.. هناك مصاعب جمة على المستوى الاقتصادي ومع ذلك أنا متفائلة، لأن الحرية مسألة أساسية ونحن أصبحنا أحرارا

تشغلين اليوم منصب مديرة عامة للمكتبة الوطنية، كيف يمكن لهذه المؤسسة تجاوز دورها الكلاسيكي للعب أدوار كبرى في المستوى الفكري والثقافي؟

لدي مخطط خماسي أرسلته إلى وزارة الثقافة، وسيكون نقطة داخل برنامج الحكومة، عندما تصادق عليه سأعقد ندوة صحفية للكشف عنه

هناك أيضا برنامج رقمنة الكتب أليس كذلك؟

صحيح هذا في إطار الشراكة بين القطاع العام والخاص البرنامج مازال غير واضح المعالم لكن من المقترض أن يخلق 1000 موطن شغل وسترصد له حوالي 50 مليون دينار تونسي، لأن الانتقال الرقمي مسألة مصيرية بقطع النظر عن هذا المشروع

ما جدوى هذا البرنامج؟

أساسا ديمقراطية الثقافة وجعل الثقافة التونسية حاضرة ورائجة على الويب إلى جانب تثمين التراث التونسي.



18-02-2016

مصر | قرار بإغلاق مركز النديم بالشمع الأحمر

أعلن مركز النديم لضحايا العنف والتعذيب (منظمة غير حكومية معنية بعلاج ضحايا التعذيب

وتوثيق الانتهاكات)، مساء أمس عن حضور مهندس وأميننا شرطة من حي الأزبكية ومعهم أمر

بإغلاق مركز النديم بالشمع الأحمر نظرا لوجود مخالفات لم يتم تحديدها.

وقالت الدكتورة عايدة سيف الدولة مديرة المركز أن "الأستاذ طاهر أبو النصر محامي مركز النديم

تمكن من تأجيل قرار تسميع المركز حتى نستفسر من وزارة الصحة يوم الاثنين عن سبب اتخاذ

هذا القرار".

ووصفت عايدة سيف الدولة قرار إغلاق المركز بأنه "جزء من اعنف حملة تستهدف

المعارضين،" مضيفة ان القرار يخفي دوافع سياسية.

ونقلت مصادر صحفية عن مديرة المركز قولها "سيكون من الغباء اغلاق المركز لأننا نقدم خدمة

لا يقدمها احد غيرنا للفقراء والمحتاجين".

Télés et réseaux sociaux

Sources

Infos



nessma
la télé du grand Maghreb

16-02-2016

CRÉATION D'UN RÉSEAU DE DÉFENSE DE L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

Un collectif d'associations et d'organisations actives dans le domaine de l'éducation a annoncé, mardi, la création d'un réseau de défense de l'école de la République", un réseau qui œuvre, selon un communiqué parvenu, mardi à la TAP à assurer le bon fonctionnement du processus de réforme éducative.

Les signataires ont dénoncé, dans une déclaration ouverte, "l'exclusion de plusieurs parties du processus de réforme du système éducatif", par la commission des jeunes, des affaires culturelles, de l'éducation et de la recherche scientifique relevant de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP).


Ils ont, également, mis en garde le pouvoir législatif contre les risques véhiculés par la mise en place d'un projet de système éducatif qui n'est pas en harmonie avec les valeurs de la République.

Ils ont appelé l'assemblée des représentants du peuple et toutes les autorités concernées à faire face à quiconque veut contourner les résultats du dialogue national sur la réforme du système éducatif et à placer le processus de réforme au dessus de toutes tentatives de mainmise et d'influence idéologique et intellectuelle sur son contenu.

Les signataires ont appelé les associations et les organisations nationales à assumer leur responsabilité nationale et historique dans la garantie du bon déroulement de l'opération

de réforme éducative qui doit être immunisée contre "la logique de destruction qui vise à saper les fondements de l'école de la République.

La déclaration a été signée par des universitaires, des défenseurs des droits de l'homme et des acteurs de la société civile ainsi que par des associations et

	<p>des organisations actives dans le domaine de l'éducation.</p>
 <p>18-02-2016</p>	<p>Bringbackourgirls : la double peine des filles de Chibok</p> <p>Les jeunes filles enlevées par Boko Haram dans le nord du Nigeria vivent l'enfer pendant leur captivité. Une fois libérées, elles doivent faire face au rejet de leur communauté. C'est la conclusion d'un récent rapport publié par UNICEF et l'ONG, International Alert.</p> <p>Premier constat : après avoir subi des violences indicibles, la santé mentale des jeunes filles n'est pas prise en compte. Selon ces deux organismes, les agents humanitaires commencent à peine à voir l'ampleur des dégâts. A leur décharge, il est difficile d'en rendre compte quand les victimes ne parlent pas de peur d'être rejetées. Celles qui ont osé se confier ont pu donner un aperçu de leurs souffrances, comme cette adolescente de 15 ans en 2014 : "<i>Quand j'ai osé un jour dire à l'un de mes geôliers que moi et mes camarades étions trop jeunes pour nous marier, il a pointé du doigt sa fille de cinq ans, et il m'a répondu : 'Si elle, elle s'est mariée l'an dernier, et attend maintenant la puberté pour que l'union soit consommée, comment à ton âge, peux-tu être trop jeune pour te marier ?'</i>".</p> <p>Victimes de viols et mariées de force, elles deviennent « <i>difficiles à marier</i> », raconte un père qui a été face au dilemme. Une préoccupation que partagent ces femmes. Si elles n'ont pas été violées, le retour à leur communauté d'origine n'est pas non plus facilité. Leurs familles craignent que les « <i>fiancées de Boko Haram</i> » ne se soient radicalisées et qu'elles ne cherchent à recruter leur proches.</p> <p><i>Mauvais sang</i> Une rescapée</p> <p>Celles qui sont enceintes, ou qui ont eu un enfant en captivité, doivent surmonter les obstacles les plus lourds. Les familles pensent que l'enfant peut hériter des « <i>mauvaises dispositions du père</i> ». On parle de « <i>mauvais sang</i> ». « <i>Quand</i></p>

je pense à l'enfant à naître, je suis très mal à l'aise parce que je me pose toujours la même question : est-ce que l'enfant va se comporter comme Boko Haram ? », se demande une mère.

Séparées des siens et rejetées par leurs maris, certaines femmes ont été marginalisées et réduites à la prostitution. Si les rapporteurs ont remarqué que de nombreuses femmes, même très jeunes, accueillent leur enfant, celles qui n'en veulent pas ne peuvent pas avoir recours à l'avortement. Au Nigeria, la pratique n'est légale que si la vie de la mère est en danger. « *Nous ignorons les conditions dans lesquelles ces avortements clandestins sont réalisés* », indiquent les rapporteurs.

Accepter le statut de victimes

Ce triste panorama est cependant à nuancer. Certains maris acceptent le statut de victimes de leurs femmes et leur retour, certains vont jusqu'à accueillir l'enfant né dans les camps de Boko Haram. Si ces hommes et leurs familles sont convaincus que les jeunes femmes ont résisté à leur capture elles sont plus facilement réintégrées ensuite dans la société.

Les chefs religieux ont un rôle clé à jouer, signale le rapport. Certains affirment que le Coran admet qu'un homme accepte les enfants d'un autre homme, ce qui promeut la tolérance. Mais ce n'est pas toujours le cas : « *Elles méritent ce châtiment car elles ont volontairement adhéré à Boko Haram* », peut-on entendre. D'autres ont tout simplement peur « *qu'elles importent dans leur communauté un autre mode de vie* ». Leurs enfants sont plus exposés à la marginalité et à la violence que le reste des membres de la communauté.

« *Les craintes de la population doivent être apaisées et les besoins des survivants, mères et enfants, doivent être pris en charge sinon leur mal-être viendra s'ajouter à une situation de conflit déjà intense* », alerte Kimairis Toogood d'International Alert.

Les auteurs du rapport estiment que le travail fait dans ces camps de déplacés

	<p>doit se poursuivre puisque les filles de Chibok ne sont que la pointe émergée de l'iceberg. Dès 2012, Boko Haram avait commencé à cibler les femmes. En quatre ans, environ 2000 femmes et enfants ont été enlevés.</p> <p>Ce retour impossible des jeunes filles enlevées par Boko Haram rappelle celui des femmes yézidiennes réduites à l'état d'esclaves sexuelles par les administrateurs de l'Etat islamique. Sorties de leurs griffes, nombre d'entre elles se sont suicidées, une fois revenues dans leur communauté.</p>
 <p>17-02-2016</p>	<p>COLLECTE DE LIVRES ET OUVRAGES AU PROFIT DES BIBLIOTHÈQUES DES PRISONS</p> <p>Une action de collecte de livres et d'ouvrages pour enrichir ou créer des bibliothèques dans les prisons Tunisiennes a été lancée par les activistes Lina et Sadok Ben Mhenni.</p> <p>Lilia Ben mhenni a indiqué à l'Agence TAP, que cette initiative lancée pour la première fois jeudi 11 février a permis de collecter environ 1500 ouvrages jusqu'à présent.</p> <p>Elle a précisé que les livres et ouvrages collectés seront remis au Bureau de Tunis de l'Organisation Mondiale contre la torture (OMCT) qui se chargera de les acheminer jusqu'aux bibliothèques des prisons dans le cadre du partenariat avec la direction générale des prisons et de la réhabilitation.</p> <p>"Nous acceptons tous les livres et ouvrages, quel que soit leur thème et quelle que soit la langue dans laquelle ils sont rédigés, et ce indépendamment de la date et du lieu d'édition", a-t-elle fait savoir.</p> <p>Des éditeurs, des associations, des élèves et des particuliers de toutes les régions ont contribué à cette action ouverte, a-t-elle ajouté, indiquant que les livres et ouvrages non acceptés seront acheminés à d'autres institutions (bibliothèques publiques lycées, écoles, clubs....).</p>

Radio

Sources

Infos



16-02-2016

هل سيتم تنفيذ خطة تجنيد النساء في تونس؟

خطة تجنيد التونسيات التي كشف عنها اليوم مسؤول من وزارة الدفاع لا تعتبر جديدة في واقع الأمر حيث ان الاعلان عن مشروع لتجنيد التونسيات تم بشكل رسمي منذ ديسمبر 2002

صرح اليوم أن "هناك مدير عام التجنيد والتعبئة بوزارة الدفاع العميد لطفى بن وحيدة وكان تفكير في الموضوع وستظهر بادرة في الأمر لتجنيد الشابات في نطاق مبدأ المساواة"، بحسب تعبيره.

في سياق متصل، يجدر التذكير أن وزير الدفاع الأسبق، دالي الجازي، كان أعلن منذ 26 ديسمبر 2002 بمناسبة مناقشة ميزانية وزارته بمجلس النواب آنذاك أن التونسيات سيخضعن للتجنيد الإجباري لمدة سنة تماما مثل الرجال بدءا من العام 2003. ويعتبر هذا القرار الأول من نوعه على المستوى العربي على الأقل.

مطروح منذ الثمانينات

وبحسب تقارير كانت تحدثت بإسهاب عن هذا المشروع، فإن فكرة تجنيد النساء مطروحة منذ ثمانينات القرن الماضي قبل ان تتطور إلى مشاريع قوانين تمت دراستها تحت قبة البرلمان التونسي.

وكانت اولى الخطوات التشريعية بدأت عام 1994 واستمرت النقاشات في كواليس البرلمان حول هذا المشروع إلى عام 1999 قبل الإعلان رسميا عنه نهاية 2002 من طرف وزير الدفاع وقتها.

ووفقا لتسريبات سابقة من وزارة الدفاع قبل الثورة التونسية، وبعد الإعلان رسميا عن هذه الخطة، فإنه كان مخططا استدعاء النساء غير المتزوجات اللاتي تجاوزن سن العشرين لأداء الخدمة العسكرية ومن خلال أربع دورات تجنيد في العام.

كما تم تسريب معلومات بشأن إقامة تكتة خاصة تديرها ضابطات لاستقبال المجندات بنفس تلك المطبقة على الرجال.

وبحسب المشروع الأولي فإن تجنيد التونسيات كان مخططا تنفيذه بنفس الشروط المفروضة على الرجال وذلك بفرض أداء الخدمة العسكرية لسنة كاملة أو اختيار النظام المعروف لدى الأوساط

العسكرية بـ "التعيينات الفردية" والذي يتم بمقتضاه إجراء تدريب عسكري لمدة 21 يوما فيما تتلزم المجنّدة بدفع 40 بالمائة من راتبها في حال اختيارها هذا النظام لمدة 11 شهرا وتحول هذه الأموال لفائدة صندوق الخدمة الوطنية.

وكانت تونس شهدت أول مرة مشاركة المرأة "ضابطات تونسيات" في الاستعراض السنوي الكبير للجيش الثلاثة في نوفمبر 2002.

مساواة بنص الدستور

يشار إلى أن قرار تجنيد النساء تم اتخاذه على خلفية المساواة بين المرأة والرجل في تونس والذي دعمه بشكل نهائي اليوم دستور تونس 2014 فيما ينص الفصل التاسع من الدستور الجديد على أن «الحفاظ على وحدة الوطن والدفاع عن حرمة واجب مقدّس على كل المواطنين وعلى أن الخدمة الوطنية واجب حسب الصيغ والشروط التي يضبطها القانون

ويرى مراقبون، وبصرف النظر عن مسار هذا المشروع الذي لم يبارح إلى حد الآن رفوف المؤسسة التشريعية، أنه في حال تنفيذ هذا المشروع فإن فوائده تكمن بالأساس في عائدات "التعيينات الفردية" الذي من المرجح أن يناسب أكبر نسبة من المواطنين المطالبات بالتجنيد وما يعنيه ذلك من أموال ضخمة ستضخ في خزينة وزارة الدفاع

وبغض النظر عن مآل هذا المشروع "المتجدد" فإنه وفي حال تحقيقه، فإن الأمر سيتم وفق الفصل 21 من الدستور والذي ينص على أن: "المواطنون والمواطنات متساوون في الحقوق

..وواجبات

يجدر التذكير هنا أن وزارة الدفاع كانت أول من أعلن التزامه فعليا بهذا البند وجسمه على أرض الواقع بعد اعلانها ديسمبر الماضي عن قرارها تمتيع أزواج وأبناء العسكريات بمجانبة العلاج، تنفيذًا للفصل 21 من الدستور، في خطوة أولى لتحقيق هذه المساواة بالكامل على أرض الواقع. وربما يكون تجنيد النساء الخطوة اللاحقة لهذا الالتزام

سارة بسباس تتألق في الأرجنتين و تهدي تونس كأس العالم في المباراة بالسيف

تمكنت التونسية سارة بسباس من الاحراز على كأس العالم في المباراة بالسيف و المقامة في الأرجنتين بعد فوزها على الاستونية كيربي ايريكّا 15-14 و هي اول ميدالية ذهبية في تاريخ تونس في المباراة بالسيف

مزيد من التفاصيل مع علي بسباس والد سارة بسباس



15-02-2016



15-02-2016

Chafik Sarsar : la tenue des élections municipales en 2016 est encore possible

Le président de l'instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), Chafik Sarsar, a confirmé que

la tenue des élections municipales en 2016 est encore possible si les conditions déjà précisées par l'ISIE sont respectées.

Chafik Sarsar, dans une déclaration accordée aux médias en marge de la consultation nationale autour des Institutions constitutionnelles, a affirmé que même si

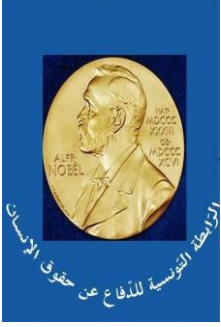
la plateforme juridique permettant la tenue des élections n'est pas encore prête, l'instance s'était déjà préparée aux différents scénarios possibles et qu'elle avait préparé, à cet effet, une feuille de route précisant la démarche à suivre.

Le président de l'ISIE a fini par préciser que la tenue des élections municipales reste tributaire du découpage territorial, de l'organisation administrative et financière telle qu'elle sera préconisée par le Code des collectivités locales.

Communiqués

Sources

Communiqués



14-02-2016

الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme



تونس في 14 فيفري 2016

بيان

الرابطة تطالب بإطلاق سراح الناشط الحقوقي والسياسي برهان القاسمي وكل الموقوفين بتهمة خرق حضر الجولان

على إثر صدور حكم جناحي عن المحكمة الابتدائية بقابس والقاض بسجن الناشط الحقوقي والسياسي برهان القاسمي مدة عام وشهر على خلفية إيقافه يوم 22 جانفي الجاري بتهمة خرق حالة الطوارئ، فإن الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان :

- 1) تستنكر مواجهة الإحتجاجات السلمية من أجل المطالب المشروعة بالقمع والإيقافات
- 2) تؤكد أن المعالجة الأمنية والقضائية للإحتجاجات السلمية لا تجدي نفعا بل تزيد الوضع إحتقاناً.
- 3) تطالب بإطلاق سراح الناشط الحقوقي برهان القاسمي وكافة الموقوفين بتهمة مخالفة حضر الجولان في إطار قانون الطوارئ والتحركات الإحتجاجية السلمية
- 4) تطالب من السلطة وكافة مؤسسات الدولة السعي حثيثا لمعالجة مشكلة البطالة والتنمية في إطار خطة إستراتيجية متكاملة وإتخاذ قرارات أنية تستجيب للمطالب التي قامت من أجلها الثورة ولطموحات الشباب وتحد من أزمة البطالة.
- 5) نجدد مطلبنا بإلغاء الأمر الصادر سنة 1978 والمتعلق بتنظيم حالة الطوارئ وذلك لمخالفته الصريحة للدستور خاصة وأن السلطات التشريعية والتنفيذية والقضائية مسؤولة على إحترام الدستور وتطبيقه.

عن الهيئة المديرة للرابطة
الرئيسة للدفاع
عن حقوق الإنسان
الرئيس
عبد الستار بن موسى
Ligue Tunisienne pour la Défense
des Droits de l'Homme
Tel : 71.258.000 - Fax : 71. 257.005